L’islamophobie : programme de campagne

Depuis quelques semaines, la campagne électorale française surfe sur une vague islamophobe sans précédent. Il semble que la troublante « affaire Merah » ait servi de prétexte pour passer à la vitesse supérieure en matière de stigmatisation d’une partie de la société française à des fins électoralistes. Tous les moyens sont bons, car l’enjeu est de taille pour certains politiques : passer sous silence la crise économique pour laquelle ils n’ont pas de réponse ! Pour cela tout est permis, même l’assassinat extra-judiciaire d’un présumé assassin dans des circonstances pour le moins controversées ! Les français « d’apparence musulmane », comme les appelle Nicolas Sarkozy, sont désignés à la vindicte populaire. Depuis, des dizaines de citoyens français ont été raflés par la police et inculpés. Tout français » d’apparence musulmane » qui va à l’étranger est suspect, comme ces deux habitants de Pau arrêtés et maintenus 37 heures en garde à vue après un voyage de 4 mois dans le Sud Est-Asiatique **[1]** .

En écho à cette répression raciste de l’Etat, on constate une multiplication des actes islamophobes et des discriminations à l’encontre des musulmans. Entre autres, des femmes voilées sont agressées en pleine rue ou interdites de rentrer dans un restaurant, des jeunes filles sont menacées d’expulsion dans des lycées car portant une tenue vestimentaire considérée comme ostentatoire (bien que non voilées).

Cette situation est la conséquence d’une volonté de fabriquer le bouc-émissaire parfait pour dissimuler la faillite économique et civilisationnelle. Depuis une dizaine d’années, la classe politique française est obsédée par les français de confession musulmane : mars 2004, loi sur les signes ostensibles, interdisant le port du foulard à l’école publique ; septembre 2010, loi anti-burqa ; avril 2011 : offensive

contre les mères voilées accompagnatrices de sorties scolaires , renforcée en novembre de la même année par une décision du Tribunal de Montreuil; « débat sur la laïcité » et « 26 propositions » de l'UMP légalisant notamment la discrimination à l'embauche contre les femmes portant le foulard, y compris dans le secteur privé… Janvier 2012 : loi « anti-nounous » (interdisant le voile dans les crèches et les garderies), adoptée en première lecture par un sénat socialiste… [2]

La classe politique française, laïque et républicaine, use de tous les instants et de tous les stratagèmes pour implanter la haine anti-musulmane dans ce pays car elle y voit deux objectifs majeurs. La première fonction de ce racisme islamophobe est à usage interne [3] [4] . Elle marginalise une population économiquement précaire et donc susceptible d'être politiquement contestataire : il crée donc une scission « blancs-immigrés » profitable au maintien de l'ordre républicain-bourgeois. La deuxième fonction, à usage externe, de ce racisme, est de délégitimer tout mouvement de solidarité en France avec les peuples musulmans dans leur résistance contre les agressions coloniales et impérialistes. Il s'agit en particulier d'éviter, pour un Etat républicain pro-sioniste, que le mouvement pro-palestinien ne trouve un écho au sein de la population française.

Le Comité Action Palestine dénonce avec force l'islamophobie entretenue par les discours médiatiques des hommes politiques de cette Nation, par leurs pratiques anti-immigrés et les lois discriminatoires qu'ils font voter. Il dénonce également tous les actes islamophobes qui en découlent. Il en appelle à la mobilisation de tous pour ne pas se laisser intimider par cette violence néo-coloniale et pour rejeter en bloc les usages politiques et sociaux de cette politique raciste et discriminatoire.

Comité Action Palestine

---

[1] Sud Ouest 08/04/2012 : « Interpellations dans les milieux islamistes: je n’ai vu ça que dans « faites entrer l’accusé »

[2] Du hijab à la burqa et des collégiennes aux nounous : les dessous d’une obsession française, 2012. P. Tévanian, **www.lmsi.net**

[3] L’islamophobie et ses usages politiques, 2009. Comité Action Palestine,**www.comiteactionpalestine.org**

[4] Islamophobie : les fonctions sociales d’un racisme respectable, 2011. Comité Action Palestine, **www.comiteactionpalestine.org**